

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 99 — 2698

[S - C - 99/29342]

15 MARS 1999. — Décret portant approbation de l'accord de coopération relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance, conclu à Namur le 18 juin 1998, entre le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement de la Région wallonne (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'accord de coopération relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance, conclu à Namur le 18 juin 1998 entre le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement de la Région wallonne, annexé au présent décret, est approuvé.

Art. 2. Le présent décret entre en vigueur à la date fixée de commun accord par le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement de la Région wallonne.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 15 mars 1999.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française
chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,
Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

—
Note

(1) *Session 1998-1999.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 292-1. — Rapport, n° 292-2.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 9 mars 1999.

Accord de coopération relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance, conclu à Namur le 18 juin 1998 entre le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement de la Région wallonne

CHAPITRE Ier. — *De l'agrément d'une action de formation en alternance*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent accord de coopération, on entend par :

1° Gouvernements : le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement wallon;

2° action de formation en alternance : toute action associant un ou plusieurs opérateurs de formation et un ou plusieurs employeurs dans la mise en œuvre d'un programme de formation qualifiante combinant une formation pratique en milieu de travail et une formation théorique, générale et/ou professionnelle;

3° opérateur de formation :

a) tout établissement d'enseignement organisé, reconnu ou subventionné par la Communauté française;

b) tout organisme de formation professionnelle géré par les partenaires sociaux et dont le financement est assuré de manière prépondérante par des accords sectoriels;

c) l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

d) les centres de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises agréés conformément au décret du 3 juillet 1991 relatif à la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

e) les centres de formation agréés par l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées;

4° employeur :

a) l'employeur assujéti à la loi du 27 juin 1969 concernant la sécurité sociale des travailleurs et qui est en règle de paiement des cotisations à percevoir par l'Office national de sécurité sociale;

b) les communes, les associations, les agglomérations et fédérations de communes et les établissements publics qui en dépendent, les centres publics d'aide sociale, les provinces, les associations de provinces et les établissements publics qui en dépendent;

c) les administrations et les services de la Région wallonne et de la Communauté française et les organismes d'intérêt public qui en dépendent;

d) les entreprises de travail adapté agréées.

Art. 2. Pour pouvoir être agréée, une action de formation en alternance doit répondre aux conditions suivantes :

1° s'adresser aux personnes qui satisfont à l'obligation scolaire à temps partiel en poursuivant l'enseignement secondaire de plein exercice ou en suivant un enseignement à horaire réduit ou une formation reconnue comme répondant aux exigences de l'obligation scolaire ou aux personnes majeures âgées de moins de 25 ans;

2° proposer un programme de formation établi en référence à un profil de qualification tel que défini par la Commission communautaire des Professions et Qualifications, ou à défaut, qui a fait l'objet d'un avis favorable rendu par le Conseil consultatif visé à l'article 6;

3° associer des employeurs qui concluent avec la personne à former un contrat ou une convention figurant dans la liste suivante :

a) soit un contrat d'apprentissage industriel organisé conformément à la loi du 19 juillet 1983 sur l'apprentissage de professions exercées par des travailleurs salariés;

b) soit une convention emploi-formation organisée conformément à l'arrêté royal n° 495 du 31 décembre 1986 instaurant un système associant le travail et la formation pour les jeunes de 18 à 25 ans et portant diminution temporaire des cotisations patronales de sécurité sociale dans le chef de ces jeunes;

c) soit un contrat de travail au sens de la loi du 3 juillet 1978 relative au contrat de travail;

d) soit un contrat de stage organisé conformément à l'arrêté royal n° 230 du 21 décembre 1983 relatif au stage et à l'insertion professionnelle des jeunes;

e) soit un contrat ou une convention au sens de l'article 3, § 2, 3°, du décret du Conseil de la Communauté française du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement à horaire réduit, tel que modifié par les décrets de la Communauté française du 18 mars 1996 et du 24 juillet 1997;

f) soit tout autre contrat ou convention désigné conjointement par les Gouvernements et organisé dans le respect des dispositions légales en vigueur;

g) soit un Contrat d'adaptation professionnelle au sens de l'article 56, § 2, 62 à 67, 75 et 77 de l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés;

4° avoir une durée minimale de 180 jours francs;

5° déboucher, en cas de réussite, sur la délivrance d'une attestation de qualification professionnelle figurant dans la liste suivante :

a) soit un certificat ou un diplôme délivré par un établissement d'enseignement de plein exercice ou à horaire réduit, organisé, reconnu ou subventionné par la Communauté française;

b) soit une attestation de réussite d'une unité de formation ou un certificat ou un diplôme délivré par un établissement d'enseignement de promotion sociale organisé, reconnu ou subventionné par la Communauté française;

c) soit un certificat d'apprentissage délivré par une commission paritaire d'apprentissage instituée conformément à la loi du 19 juillet 1983 relative à l'apprentissage de professions exercées par les travailleurs salariés;

d) soit un diplôme de chef d'entreprise délivré par un centre de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises agréé conformément au décret du 3 juillet 1991 relatif à la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

e) soit une attestation de qualification délivrée par un centre de formation agréé par l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées;

f) soit une attestation de qualification délivrée par l'Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi;

6° pour les publics qui satisfont à l'obligation scolaire à temps partiel, comporter au minimum 600 périodes d'enseignement réparties sur l'année scolaire au sens de l'article 2 du décret du Conseil de la Communauté française du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement à horaire réduit, tel que modifié par les décrets de la Communauté française du 18 mars 1996 et du 24 juillet 1997. Cet enseignement comporte à la fois la formation générale, y compris la formation sociale et personnelle, et la préparation à l'exercice d'une profession.

Art. 3. Le Gouvernement wallon détermine :

1° les délais, formes et modalités d'introduction et de traitement des demandes d'agrément;

2° les modalités de consultation des comités subrégionaux de l'emploi et de la formation dans le cadre de la procédure d'agrément.

Art. 4. Sur avis préalable du Conseil consultatif de la formation en alternance visé à l'article 6, le ministre du Gouvernement wallon ayant la formation professionnelle dans ses attributions agréé les actions de formation en alternance.

Art. 5. A charge du Budget de la Région wallonne, l'opérateur de formation et l'employeur, associés dans la mise en œuvre d'une action agréée de formation en alternance, peuvent chacun recevoir une prime d'encouragement, dont les montants et les modalités de mise en liquidation sont déterminés par le Gouvernement wallon.

CHAPITRE II. — *Du conseil consultatif de la formation en alternance**Section 1re. — Institution — Missions*

Art. 6. Il est institué au sein du Conseil économique et social de la Région wallonne un Conseil consultatif de la formation en alternance ci-après dénommé « Conseil consultatif ».

Art. 7. Le Conseil consultatif a pour missions :

1° de proposer et de recommander aux Gouvernements, d'initiative ou sur demande, toute mesure utile au développement de la filière de formation en alternance;

2° d'examiner les demandes d'agrément compte tenu des conditions d'agrément fixées par le présent accord de coopération;

3° de rendre un avis au ministre du Gouvernement wallon ayant la formation professionnelle dans ses attributions sur l'agrément des ations de formation en alternance.

Section 2. — Composition

Art. 8. Le Conseil consultatif est composé de la manière suivante :

1° un Président;

2° trois membres représentant les organisations représentatives des employeurs siégeant au Conseil économique et social de la Région wallonne;

3° trois membres représentant les organisations représentatives des travailleurs siégeant au Conseil économique et social de la Région wallonne;

4° un membre représentant la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du ministère de la Région wallonne;

5° trois membres représentant le Gouvernement wallon;

6° trois membres représentant le Gouvernement de la Communauté française;

7° un membre représentant la Commission communautaire des Professions et Qualifications;

8° un membre représentant l'association sans but lucratif agréée par les Gouvernements, telle que visée à l'article 13.

Art. 9. Les membres visés à l'article 8, 2° à 5° sont désignés par le Gouvernement wallon.

Les membres visés à l'article 8, 6° à 8°, sont désignés par le Gouvernement de la Communauté française.

Les membres sont désignés pour une période de trois ans. Leur mandat est renouvelable.

Les Gouvernements désignent conjointement le Président pour une période de trois ans. Son mandat est renouvelable.

Section 3. — Fonctionnement

Art. 10. Le Conseil consultatif se réunit au minimum six fois par an sur convocation de son Président.

Art. 11. Le Conseil consultatif arrête son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation des Gouvernements.

Le Conseil consultatif adopte ses décisions par consensus ou, à défaut, à la majorité des deux tiers des membres présents. Seuls les membres visés à l'article 8, 2° et 3°, ont droit de vote.

Art. 12. Le secrétariat du Conseil consultatif est assuré par le secrétariat général du Conseil économique et social de la Région wallonne.

CHAPITRE III. — *De la promotion de la formation en alternance*

Art. 13. Les Gouvernements peuvent confier à une association sans but lucratif qu'ils agréent les missions suivantes :

1° procéder à un examen permanent de la situation de la formation en alternance en région de langue française;

2° assurer la diffusion d'informations sur les conditions de mise en œuvre d'actions de formation en alternance et sur les procédures d'agrément d'actions de formation en alternance;

3° promouvoir le développement de partenariats entre les opérateurs de formation relatifs à la définition de référentiels de métiers, de profils de qualification et à la reconnaissance mutuelle des contenus de formation;

4° concevoir et assurer la formation à l'utilisation d'outils et méthodes de préparation, de suivi et d'évaluation d'actions de formation en alternance;

5° élaborer et adresser annuellement aux Gouvernements un rapport d'activités comprenant une évaluation de la mise en œuvre du présent accord de coopération.

L'association sans but lucratif agréée pourra être subventionnée dans les limites des crédits prévus à cet effet au budget de la Région wallonne et au budget de la Communauté française.

Art. 14. Pour être agréée, l'association sans but lucratif doit être dotée de statuts qui prévoient :

1. un objet social conforme au prescrit de l'article 13;
2. un conseil d'administration composé d'administrateurs désignés, en nombre égal, par les organisations représentatives des employeurs et les organisations représentatives des travailleurs siégeant au Conseil économique et social de la Région wallonne ainsi que de deux administrateurs représentant le Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire, d'un administrateur représentant l'Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi, d'un administrateur représentant le Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale et d'un administrateur représentant la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du ministère de la Région wallon;
3. la désignation par le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française de leur délégué respectif qui assistent de plein droit, avec voix consultative, aux réunions de l'assemblée générale et du conseil d'administration;
4. la production annuelle d'un budget et de comptes reprenant l'origine et l'affectation de toutes les ressources mises à disposition de l'association;
5. le contrôle de son budget et de ses comptes par les délégués des Gouvernements.

Art. 15. Les Gouvernements peuvent, à tout moment, par une décision motivée sur rapport de leurs délégués, retirer l'agrément, si l'association sans but lucratif manque à ses engagements ou ne respecte pas les lois, décrets, règlements ou les dispositions du présent accord.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 16. Les parties contractantes peuvent évaluer annuellement l'exécution de l'accord de coopération sur la base du rapport d'activités visé à l'article 13, 5°.

Art. 17. Les litiges entre les parties contractantes au présent accord sont tranchés conjointement par les Gouvernements.

Art. 18. La dénonciation de l'accord par une des parties contractantes mentionnera sa date de prise d'effet.

Art. 19. En cas de dénonciation du présent accord par une des parties contractantes, le Conseil consultatif est dissout et l'agrément de l'association sans but lucratif visée à l'article 13 est retiré.

Art. 20. Les Gouvernements déterminent conjointement la date d'entrée en vigueur du présent accord.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 2698

[S - C - 99/29342]

15 MAART 1999. — Decreet houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord betreffende de organisatie van een afwisselende kwalificerende opleidingsfiliera, op 18 juni 1998 te Namen gesloten door de Regering van de Franse Gemeenschap en de Waalse Regering (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Het bij dit decreet gevoegde samenwerkingsakkoord betreffende de organisatie van een kwalificerende afwisselende opleidingsfiliera, op 18 juni 1998 te Namen gesloten door de Regering van de Franse Gemeenschap en de Waalse Regering, wordt goedgekeurd.

Art. 2. Dit decreet treedt in werking op de datum die in onderlinge overeenstemming vast te leggen is door de Regering van de Franse Gemeenschap en door de Waalse Regering.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 15 maart 1999.

De Minister-Voorzitter van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met het onderwijs, de audiovisuele sector,
de hulpverlening aan de jeugd, het kindweldzijn en de gezondheidspromotie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,
Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Nota

(1) *Zitting 1998-1999.*

Stukken van de Raad. — Ontwerp van decreet, nr. 292-1. — Verslag, nr. 292-2.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 9 maart 1999.

**Samenwerkingsakkoord betreffende de organisatie van een afwisselende kwalificerende opleidingsfilière,
op 18 juni 1998 te Namen gesloten door de Regering van de Franse Gemeenschap en de Waalse Regering**

HOOFDSTUK I. — *Erkenning van een afwisselende opleidingsactie*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord wordt verstaan onder :

- 1° Regeringen : de Regering van de Franse Gemeenschap en de Waalse Regering;
- 2° afwisselende opleidingsactie : elke actie waarbij één of meer opleidingsoperateur(s) en één of meer werkgever(s) betrokken zijn om een programma voor kwalificerende opleiding tot stand te brengen dat voorziet in een opleiding op de werkvloer en in een theoretische, algemene en/of beroepsopleiding;
- 3° opleidingsoperateur :
 - a) elke inrichting van het onderwijs dat georganiseerd, erkend of gesubsidieerd wordt door de Franse Gemeenschap;
 - b) elke instelling voor beroepsopleiding die door de sociale partners wordt beheerd en hoofdzakelijk op grond van deelakkoorden wordt gefinancierd;
 - c) de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Gemeenschaps- en Gewestdienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling);
 - d) de centra voor permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, erkend overeenkomstig het decreet van 3 juli 1991 betreffende de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;
 - e) de centra voor permanente vorming die erkend zijn door het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Waal Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen);
- 4° werkgever :
 - a) de werkgever die onderworpen is aan de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de sociale zekerheid der arbeiders en die zijn bijdragen aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid heeft betaald;
 - b) de gemeenten, de verenigingen, agglomeraties, federaties van gemeenten en openbare instellingen die ervan afhankelijk, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de provincies, de verenigingen van provincies en de openbare instellingen die ervan afhankelijk;
 - c) de besturen en diensten van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap en de instellingen van openbaar nut die ervan afhankelijk;
 - d) de erkende bedrijven voor aangepast werk.

Art. 2. Om erkend te kunnen worden, moet een afwisselende opleidingsactie voldoen aan de volgende voorwaarden :

- 1° bestemd zijn voor personen die aan de deeltijdse leerplicht voldoen, door het secundair onderwijs met volledig leerplan voort te zetten of een onderwijs met beperkt leerplan te volgen of een opleiding die geacht wordt aan de leerplichtvereiste te voldoen, of voor meerderjarigen van minder dan 25 jaar;
- 2° een opleidingsprogramma voorleggen dat opgemaakt is op grond van een kwalificatieprofiel, zoals bepaald door de Gemeenschapscommissie voor Beroepen en Kwalificaties, of, zo niet, waarvoor de in artikel 6 bedoelde Raad van advies een gunstig advies heeft uitgebracht;
- 3° werkgevers samen doen werken die met de op te leiden persoon een contract of een overeenkomst sluiten, zoals bedoeld in onderstaande lijst :
 - a) hetzij een industriële leerovereenkomst, georganiseerd overeenkomstig de wet van 19 juli 1983 op het leerlingwezen voor beroepen uitgeoefend door arbeiders in loondienst;
 - b) hetzij een overeenkomst werk-opleiding, georganiseerd overeenkomstig het koninklijk besluit nr. 495 van 31 december 1986 tot invoering van een stelsel van alternerende tewerkstelling en opleiding voor jongeren tussen 18 en 25 jaar en tot tijdelijke vermindering van de sociale zekerheidsbijdragen van de werkgever verschuldigd in hoofde van die jongeren;
 - c) hetzij een arbeidsovereenkomst in de zin van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten;
 - d) hetzij een stageovereenkomst, georganiseerd overeenkomstig het koninklijk besluit nr. 230 van 21 december 1983 betreffende de stage en de inschakeling van jongeren in het arbeidsproces;
 - e) hetzij een contract of een overeenkomst in de zin van artikel 3, § 2, 3°, van het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 3 juli 1991 tot regeling van het secundair onderwijs met beperkt leerplan, zoals gewijzigd bij de decreten van de Franse Gemeenschap van 18 maart 1996 en 24 juli 1997;
 - f) hetzij elk(e) ander(e) contract of overeenkomst gezamenlijk bepaald door de Regeringen en georganiseerd met inachtneming van de vigerende wetsbepalingen;
 - g) hetzij een omscholingsovereenkomst in de zin van de artikelen 56, § 2, 62 à 67, 75 en 77 van het koninklijk besluit van 5 juli 1963 betreffende de sociale reclassering van de minder-validen;
- 4° minimum 180 volle dagen duren;
- 5° in geval van geslaagde opleiding, recht geven op één van de volgende getuigschriften voor beroepskwalificatie :
 - a) een getuigschrift of een diploma afgegeven door een onderwijsinrichting met volledig of beperkt leerplan die georganiseerd, erkend of gesubsidieerd wordt door de Franse Gemeenschap;
 - b) het attest van een geslaagde opleidingseenheid of een getuigschrift of een diploma afgegeven door een onderwijsinrichting voor sociale promotie die georganiseerd, erkend of gesubsidieerd wordt door de Franse Gemeenschap;
 - c) een leergetuigschrift afgegeven door een paritaire leercommissie, ingesteld overeenkomstig de wet van 19 juli 1983 op het leerlingwezen voor beroepen uitgeoefend door werknemers in loondienst;
 - d) een diploma van bedrijfshoofd, afgegeven door een centrum voor permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, dat erkend is krachtens het decreet van 3 juli 1991 betreffende de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;
 - e) een kwalificatiegetuigschrift afgegeven door een opleidingscentrum dat door het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" erkend is;
 - f) een kwalificatiegetuigschrift afgegeven door de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi";
- 6° voor personen die voldoen aan de deeltijdse leerplicht, minimum 600 onderwijsperiodes tellen die verdeeld zijn over het schooljaar in de zin van artikel 2 van het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 3 juli 1991 tot regeling van het secundair onderwijs met beperkt leerplan, zoals gewijzigd bij de decreten van de Franse Gemeenschap van 18 maart 1996 en 24 juli 1997. Dat onderwijs voorziet tegelijkertijd in de algemene opleiding, met inbegrip van de sociale en persoonlijke opleiding, en in de voorbereiding op de uitoefening van een beroep.

Art. 3. De Waalse Regering bepaalt :

- 1° de termijnen en de nadere regels voor de invoering en de behandeling van de aanvragen om erkenning;
- 2° de wijze waarop de Subregionale Comités voor Arbeidsbemiddeling en Vorming geraadpleegd moeten worden in het kader van de erkenningsprocedure.

Art. 4. De Minister van de Waalse Regering die voor beroepsopleiding bevoegd is, erkent de afwisselende opleidingsacties na voorafgaand advies van de in artikel 6 bedoelde Raad van advies voor de afwisselende opleiding.

Art. 5. De opleidingsoperateur en de werkgever, die samen een erkende afwisselende opleidingsactie uitvoeren, kunnen ieder een aanmoedigingspremie ontvangen waarvan het bedrag en de wijze van uitbetaling door de Waalse Regering bepaald worden. Deze premie wordt uitgetrokken op de begroting van het Waalse Gewest.

HOOFDSTUK II. — Raad van advies voor afwisselende opleiding

Afdeling 1. — Oprichting - Opdrachten

Art. 6. Binnen de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische Raad van het Waalse Gewest) wordt een Raad van Advies voor afwisselende opleiding opgericht, hierna "Raad van advies" genoemd.

Art. 7. De Raad van advies is belast met de volgende opdrachten :

- 1° de Regeringen, op eigen initiatief of op verzoek, elke maatregel voorleggen en aanbevelen die nuttig is voor de ontwikkeling van de afwisselende opleidingsfilier;
 - 2° de erkenningsaanvragen onderzoeken met inachtneming van de bij dit samenwerkingsakkoord vastgelegde erkenningsnormen;
 - 3° de Minister van de Waalse Regering die voor beroepsopleiding bevoegd is, advies geven inzake de erkenning van afwisselende opleidingsacties.

Afdeling 2. — Samenstelling

Art. 8. De Raad van advies is samengesteld uit :

- 1° een voorzitter;
- 2° drie vertegenwoordigers van de representatieve werkgeversorganisaties die zitting hebben in de "Conseil économique et social de la Région wallonne";
- 3° drie vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties die zitting hebben in de "Conseil économique et social de la Région wallonne";
- 4° een vertegenwoordiger van het Directoraat-Generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest;
- 5° drie vertegenwoordigers van de Waalse Regering;
- 6° drie vertegenwoordigers van de Regering van de Franse Gemeenschap;
- 7° een vertegenwoordiger van de Gemeenschapscommissie voor Beroepen en Kwalificaties;
- 8° een vertegenwoordiger van de door de Regeringen erkende vereniging zonder winstoogmerk, zoals bedoeld in artikel 13.

Art. 9. De leden bedoeld in artikel 8, 2° à 5°, worden aangewezen door de Waalse Regering.

De leden bedoeld in artikel 8, 6° à 8°, worden aangewezen door de Regering van de Franse Gemeenschap.

De leden worden aangewezen voor een hernieuwbare periode van drie jaar.

De Regeringen wijzen samen de voorzitter aan voor een hernieuwbare periode van drie jaar.

Afdeling 3. — Werking

Art. 10. De Raad van advies wordt ten minste zes keer per jaar door zijn voorzitter bijeengeroepen.

Art. 11. De Raad van advies maakt zijn huishoudelijk reglement op en onderwerpt het aan de goedkeuring van de Regeringen.

De Raad van advies neemt zijn beslissingen bij consensus of, zo niet, met een meerderheid van tweederde van de aanwezige leden. Alleen de in artikel 8, 2° en 3°, bedoelde leden zijn stemgerechtigd.

Art. 12. Het secretariaat van de Raad van advies wordt waargenomen door het secretariaat-generaal van de "Conseil économique et social de la Région wallonne".

HOOFDSTUK III. — Bevordering van de afwisselende opleiding

Art. 13. De Regeringen kunnen een door hen erkende vereniging zonder winstoogmerk belasten met de volgende opdrachten :

- 1° de evolutie van de afwisselende opleiding permanent volgen op het grondgebied van het Franse taalgebied;
- 2° gegevens verstrekken over de voorwaarden voor het tot stand brengen van afwisselende opleidingsacties en over de procedures voor de erkenning van die acties;
- 3° de ontwikkeling van partnerschappen tussen opleidingsoperateurs bevorderen i.v.m. de bepaling van referentiesystemen inzake beroepen en kwalificatieprofielen en de onderlinge erkenning van de opleidingsinhouden;
- 4° de opleiding ontwerpen en organiseren aan de hand van technieken en methodes voor de voorbereiding, de opvolging en de evaluatie van afwisselende opleidingsacties;
- 5° jaarlijks een activiteitenverslag opmaken en aan de Regeringen overleggen, met een evaluatie van de uitvoering van dit samenwerkingsakkoord.

De erkende vereniging zonder winstoogmerk kan gesubsidieerd worden binnen de perken van de kredieten die daarvoor uitgetrokken worden op de begroting van het Waalse Gewest en op de begroting van de Franse Gemeenschap.

Art. 14. Om erkend te worden, moet de vereniging zonder winstoogmerk beschikken over statuten die voorzien in :

- 1. een maatschappelijk doel overeenkomstig artikel 13;

2. een raad van bestuur, samengesteld uit bestuurders die in gelijk aantal aangewezen worden door de representatieve werkgeversorganisaties en de representatieve werknemersorganisaties die zitting hebben in de "Conseil économique et social de la Région wallonne", alsook uit twee bestuurders die de Algemene Adviesraad voor het secundair onderwijs vertegenwoordigen, een bestuurder die de "Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi" vertegenwoordigt, een bestuurder die de Hoge Raad voor het onderwijs voor sociale promotie vertegenwoordigt en een bestuurder die het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest vertegenwoordigt;

3. de aanwijzing door de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap van hun respectievelijke afgevaardigden die van rechtswege de vergaderingen van de algemene vergadering en van de raad van bestuur met raadgevende stem bijwonen;

4. de jaarlijkse overlegging van een begroting en van rekeningen, met de herkomst en de bestemming van alle geldmiddelen die ter beschikking zijn gesteld van de vereniging;

5. de controle op haar begroting en op haar rekeningen door de afgevaardigden van de Regeringen.

Art. 15. De Regeringen kunnen, bij een op grond van een verslag van hun afgevaardigden gemotiveerd besluit, elk ogenblik de erkenning intrekken als de vereniging zonder winstoogmerk haar verplichtingen niet nakomt of de wetten, decreten, reglementen of de bepalingen van dit akkoord niet in acht neemt.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 16. De akkoordsluitende partijen kunnen de uitvoering van het samenwerkingsakkoord jaarlijks evalueren op grond van het activiteitenverslag bedoeld in artikel 13, 5°.

Art. 17. De geschillen tussen de akkoordsluitende partijen worden gezamenlijk beslecht door de Regeringen.

Art. 18. In geval van opzegging van dit akkoord door één van de akkoordsluitende partijen, moet de datum van inwerkingtreding ervan opgegeven worden.

Art. 19. In geval van opzegging van dit akkoord door één van de akkoordsluitende partijen, wordt de Raad van advies ontbonden en wordt de erkenning van de in artikel 13 bedoelde vereniging zonder winstoogmerk ingetrokken.

Art. 20. De Regeringen bepalen samen de datum van inwerkingtreding van dit akkoord.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 2699

[C — 99/27506]

17 MARS 1999. — Décret portant approbation de l'accord de coopération relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance, conclu à Namur le 18 juin 1998, entre le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement wallon (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'accord de coopération relatif à l'organisation d'une filière de formation qualifiante en alternance, conclu à Namur, le 18 juin 1998, entre le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement wallon, annexé au présent décret, est approuvé.

Art. 2. Le présent décret entre en vigueur à la date fixée de commun accord par le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement wallon.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 17 mars 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

—
Note

(1) *Session 1998-1999.*

Documents du Conseil. — 427 (1998-1999) n^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral. — Séance publique du 13 janvier 1999. Discussion. Vote.